



Logement : "Le parc social ne joue plus son rôle"

A qui profitent les politiques publiques du logement ? Aux propriétaires et aux classes moyennes. Etat des lieux, avec l'un des fondateurs du collectif Jeudi noir, spécialiste des réquisitions de bâtiments vides.

Jeu-di noir publie son livre noir du logement en France.

Ce livre, assez court, pas trop cher, est une arme militante. Près de 6 millions de personnes sont mal logées en France : elles n'ont pas de logement, ou de bail à leur nom, ou vivent dans des situations d'insalubrité. Il y a un vrai manque d'expertise pour s'opposer au discours officiel, comme celui de l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI), uné sorte de Medef de l'immobilier. Le discours larmoyant de la gauche sur la difficulté à se loger et la nécessaire construction des logements sociaux n'est pas suffisant. Et nous n'avons pas envie de n'être que dans l'interpellation avec notre activisme "rigolo", comme le fait la Brigade de clowns. Quand on est à la table des négociations dans les ministères, on ne peut se permettre de répéter pendant trois ans que cela va mal.

Les politiques publiques en matière de logement sont-elles si inefficaces ?

Elles sont surtout contre-productives. L'Etat ne fait pas rien, des budgets énormes sont débloqués chaque année, même si on déplore qu'ils soient en baisse. Mais ces politiques publiques, interventionnistes, aident essentiellement les propriétaires. On le voit avec les défiscalisations des investissements immobiliers. On le voit surtout avec les aides à la personne, les APL, qui représentent 14 milliards d'euros annuels. Ces aides, indexées sur le prix des loyers, ont essentiellement incité les propriétaires à augmenter les prix des loyers et elles alimentent la bulle immobilière. On doit évidemment aider les locataires à payer leur loyer mais on doit aussi réguler ces loyers.

Et les logements sociaux ?

La réalité de ces programmes, c'est qu'ils concernent surtout les classes moyennes. On ne construit plus assez de logements sociaux destinés aux plus pauvres : les PLA-I (Prêt locatif aidé d'intégration) et les PLUS (Prêt locatif à usage social). On favorise les PLS (Prêt locatif social), qui ont des loyers plus élevés. Surtout qu'avec le droit au maintien dans les lieux, les gens restent à vie dans ces HLM.

Et vu le stock limité, cela se fait au détriment des nouveaux arrivants, plus précaires, qui n'ont pas d'autre choix que d'aller dans le parc privé. Le parc social ne joue plus son rôle. Il faut ajouter à cela que le système de sur-loyers dit de "solidarité" ne marche pas. Les résistances sont énormes alors que cela ne concerne que 4 % des ménages du parc social, soit 600 000 logements. Par exemple, ce couple qui gagne 5200 euros pour un loyer de 704 euros et refuse le sur-loyer de 100 euros pour sa HLM à Fontenay-sous-Bois. On s'est beaucoup fâchés avec les associations de locataires. On a dû leur rappeler que ceux qui gagnent 5 000 euros par mois pouvaient peut-être laisser la place à des précaires qui en gagnent 500.

Le parc social doit-il uniquement être habité par les plus pauvres ?

L'argument de la mixité sociale pour éviter la "ghettoïsation" du parc social est souvent avancé. C'est là qu'on voit que la gauche a vraiment perdu le sens de ce qu'est la classe moyenne. Avec 5 000 euros par mois de revenus, on appartient plutôt aux classes supérieures. Et même s'il n'y avait que des pauvres

pourriez être propriétaire de votre logement ? Parler d'accès à la propriété à des jeunes en stage ou à des SDF, c'est du mensonge pur et simple, puisqu'eux, ce qu'ils demandent, c'est d'avoir accès à la location. Le but du slogan "Tous propriétaires" est de détourner le débat. On crée des programmes d'accession "sociale" à la propriété, mais ce n'est pas du tout social ! Et la maison à 15 euros par jour de Christine Boutin, on peut penser que c'est une bonne

idée. Seulement cela ne marche pas. Il n'y en a pas !

Quelles mesures préconisez-vous ?

Le plus important pour nous, c'est que l'Etat intervienne sur le prix des loyers et du foncier. Aujourd'hui, les loyers sont

régulés mais pas assez. Il faudrait un gel à 0 % pendant au moins dix ans pour que, avec l'inflation, on assiste à une baisse réelle. Mais le rapport de force ne nous est pas du tout favorable. Ensuite, les politiques de construction de logements sociaux doivent essentiellement porter sur les PLA-I et les PLUS, qui concernent les publics les plus pauvres, et non plus sur les PLS qui visent les classes moyennes, qui ont octuplé en dix ans.

Jeudi noir a ouvert fin août à Paris une "Cité U sauvage" dans un ancien foyer de La Poste abandonné depuis 2003. Allez-vous y rester longtemps ?

Notre philosophie, c'est de montrer que les bâtiments vides réquisitionnés peuvent être une solution pour les mal-logés pour peu qu'on s'en donne la peine. Le propriétaire, Adoma, un bailleur social, nous réclame un loyer de 20 000 euros par mois pour 40 habitants. C'est honteux. On a toujours eu des tas de problèmes judiciaires. Ainsi, la propriétaire du 69, rue de Sèvres, à Paris, a obtenu de la justice 80 000 euros d'indemnités. Et elle a fait saisir les comptes bancaires de sept jeunes précaires. Ce bâtiment était vide depuis onze ans, cette propriétaire millionnaire est une exilée fiscale en Belgique. Mais elle a obtenu gain de cause. Que la justice ait accepté une solution pareille montre bien la toute-puissance du droit à la propriété sur le droit au logement.

Propos recueillis par Emmanuelle Cosse

Le Petit Livre noir du logement du Collectif Jeudi noir (Editions La Découverte), 12 €

bio express

MANUEL DOMERGUE

A 27 ans, ce journaliste a déjà un long parcours d'engagement. Militant à Attac depuis 1998, il rejoint les Verts en 2004 et sera l'assistant parlementaire du sénateur Jean Desessard. Après Génération précaire, il est du collectif qui crée Jeudi noir en octobre 2006 et a depuis essayé avec La France qui se lève tôt et Sauvons les riches.

dans les logements sociaux, ça ne serait pas forcément un drame. Le drame, c'est qu'ils soient pauvres, pas qu'ils soient ensemble ! C'est tout le problème de l'argument de la mixité sociale, on vient à pointer du doigt les pauvres eux-mêmes.

Heureusement, le président de la République nous a promis qu'on deviendra "tous propriétaires" !

Pourquoi vous voulez avoir du pain alors que vous pouvez avoir de la brioche ? Pourquoi chercher une location alors que vous